



RAPPORT

ATELIER DE FORMATION SOUS-REGIONAL SUR L'IDENTIFICATION DES RISQUES DE CATASTROPHES EN AFRIQUE DE L'OUEST



*25 – 27 Novembre 2009
Hôtel Pullman Teranga
Dakar, Sénégal*



The World Bank

LIST OF ABBREVIATIONS

ACC	Adaptation aux Changements Climatiques
ACMAD	African Centre of Meteorological Application for Development
AMMA	Analyses Multidisciplinaires de la Mousson Africaine
BM	Banque mondiale
CAH	Cadre d'action de Hyogo
CAP	Consolidate Appeal Process
CC	changement climatique / climate change
CEDEAO	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CSE	Centre de Suivi Ecologique
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EERT	ECOWAS Emergency Response Team
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FRIEND AOC	Flow Regimes from International Experimental and Network Data)
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery
GRIP	Global Risk Identification Programme
ICSU	International Council for Science
LERG	Laboratoire d'Enseignement et de Recherche en Géomatique
ODINAFRICA	Ocean Data and Information Network for Africa
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PN/NP	Plate-forme nationale/National Platform
PNUD BCPR	Programme des Nations Unies pour le développement - Bureau for Crisis Prevention and Recovery
RECs	Regional Economic Communities
RECTAS	Regional Centre for Training in Aerospace Surveys
RIPIECSA	Recherches Interdisciplinaires et Participatives sur les Interactions entre les Ecosystèmes, le Climat et les Sociétés en Afrique de l'Ouest
RRC	Reduction des risques
UNCT	United Nations Country Team
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UNISDR/SIPC	United Nations International Strategy for Disaster Reduction / Stratégie International de Prévention des Catastrophes
UNOCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
UN SPIDER	United Nations Platform for Space-based Information for Disaster Management and Emergency Response
VAM	vulnérabilité, analyse et mapping

I. Contexte Régionale

En conformité avec le Cadre d'Action de Hyogo, ratifié par 168 pays membres des Nations Unies, l'Atelier de Formation sous-régional sur l'Identification des Risques de Catastrophes en Afrique de l'Ouest s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan d'Action de la Politique de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en matière de réduction des risques de catastrophe. La Politique CEDEAO vise, entre autres, à aider les États Membres de la CEDEAO à développer et à renforcer les institutions, les mécanismes et la capacité à faire face aux risques.

L'échange des connaissances et le renforcement de la collaboration subrégionale sont essentiels. Ils s'inscrivent dans le cadre de la stratégie et du plan d'action de la CEDEAO. Les acteurs de la prévention des risques de catastrophe doivent s'approprier les instruments pour les adapter à l'action de proximité nécessaire. La CEDEAO ne disposant pas de toutes les ressources nécessaires pour répondre aux grands nombres de besoins, la collaboration avec les acteurs, y compris les organisations internationales s'avèrent être nécessaire. Lors de la réunion qui s'est tenue à Ougadougou du 19 au 21 Octobre 2009 pour valider le Plan d'Action de la CEDEAO sur RRC, l'une des recommandations majeures a été de mettre l'accent sur l'identification et l'évaluation des risques de catastrophes en Afrique de l'Ouest.

C'est dans ce contexte que l'atelier de formation des Points focaux Nationaux sur l'identification des risques de catastrophes a été organisé conjointement par la CEDEAO et l'ONU/SIPC avec le support de la Banque Mondiale dans le cadre de la Facilité Globale pour Réduction des Catastrophes et le Relèvement. La cérémonie d'ouverture de cet atelier a été présidée par Monsieur de Directeur de la Protection Civile du Sénégal, représentant son Excellence le Ministre D'Etat, Ministre de l'Intérieur du Sénégal, Directeur du Département des Affaires Humanitaires et Sociale de la CEDEAO, le Chef du Bureau Régional de UNISDR, le représentant du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Sénégal et le représentant de la Banque Mondiale au Sénégal.

II. Objectifs et résultats

L'objectif principal de l'atelier est de former les points focaux des pays membres de la CEDEAO sur les différentes techniques d'identification, d'évaluation et de cartographies des risques liés aux aléas naturels afin de familiariser les professionnels avec les méthodologies disponibles.

Pour atteindre cet objectif, les participants ont eu le droit à des présentations et ont échangé les expériences de certains pays. Les discussions visaient un certain nombre de résultats notamment :

- Renforcement de la capacité des points focaux de la réduction des risques de catastrophes en matière d'analyse de risques et de cartographie
- Création de partenariats et de réseaux entre les parties prenantes de la sous-région en matière de partage d'information et d'échange en entreprenant des activités frontalières conjointes.

La Politique de prévention de catastrophes naturelles de la CEDEAO est dotée d'un plan d'action dont les trois premiers objectifs stratégiques contiennent des activités d'évaluations des risques pour connaître leur niveau de vulnérabilité que les membres doivent mener à bien. La commission CEDEAO, les points focaux national doivent s'assurer la mise en œuvre des ses activités. Le nombre de pays qui a entrepris une évaluation constitue un indicateur de succès.

III. Méthodologie

Dans un contexte régional d'inondations survenues en 2009, un certain nombre d'aspects ont été examinés tels que :

- Connaissance des phénomènes et évaluation des aléas
- Cartographie et imagerie spatiale dans la gestion des désastres
- Evaluation de la vulnérabilité et des risques (Programme mondial d'identification des risques, GRIP)
- Réalisation d'une banque de données
- Gestion des catastrophes, avant, pendant et après la crise
- Culture de réduction du risque (information, communication, éducation)

Un accent particulier sur les relations qui existent entre adaptation aux changements climatiques et la prévention des risques de catastrophes a été mis.

IV. Contenu des sessions

Les participants, durant cet atelier sous-régional, ont beaucoup discuté les inondations récentes qui ont frappé la région de l'Afrique de l'Ouest. Ces inondations ont pour conséquence sanitaires, humanitaires et environnementales. Concrètement, le Cap Vert a exposé l'impacte des pluies torrentielles sur les îles. Les équipes d'urgence ont été déployées et l'évaluation du recouvrement financier est très élevée. Un plan national de contingence de la fièvre de la dengue a également été déclenché en raison de la pandémie. Autre cas concret exposé a été celui de la dégradation environnementale de l'île de Saint Louis du Sénégal. Les solutions de Saint Louis ne relèvent pas du Maire seulement. Elle s'associe d'une décision collective qui implique une volonté politique nationale et une coopération entre les différents acteurs en matière de prévention de risques de catastrophes. Toutes alliances, comme celle des villes côtières, permettraient de développer des moyens par l'échange car aucun des pays de la CEDEAO n'est épargné par la réalité du changement climatique. Il faut adapter les habitudes d'occupation et d'aménagement du territoire mais également appuyer les négociations de Copenhague pour faire en sorte que le problème soit solutionné.

Session 1 : Réduction des Risques des Catastrophes en Afrique de l'Ouest

Le représentant de la CEDEAO en charge de la réduction des risques de catastrophes au sein de la Commission a présenté la politique de la CEDEAO sur la RRC et les différentes composantes du plan d'action RRC qui vient d'être adopté par les experts lors de réunion de Ouagadougou en Octobre 2009.

Le représentant d'ACMAD a fait une brillante présentation sur le rôle que son organisation joue en Afrique de l'Ouest notamment dans le domaine la connaissance des phénomènes climatiques. Il s'est appuyé sur les points suivants : (i) Intérêt du programme de réduction du risque pour la communauté météorologique, (ii) améliorations récentes des produits de l'ACMAD, (iii) les bulletins d'analyse et de prévision, (iv) les Forum de prévision saisonnière, (v) le projet VigiRisC Afrique qui est une contribution au programme ClimDev Africa.

Le projet VigiRisC permettra à l'ACMAD de jouer pleinement son rôle continental dans le cadre du programme ClimDev Africa. Pouvant servir de précurseur au programme ClimDevAfrica, le projet VigiRisC montre la voie vers des actions concrètes qui pourront être reproduites dans le cadre de ce programme.

La représentante de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) a quant à elle, présenté un dispositif global de suivi environnemental : du concept de l'OSS à la mise en œuvre dans les pays du Circum Sahara. Elle mis l'accent sur le concept du DOSE avec les orientations du programme environnement

(veille et réflexions stratégiques, renforcer les capacités des pays et sous – régions, dispositif d'Observation et de Suivi Environnemental), suivi évaluation (développement d'outils de circulation de l'information) et l'alerte précoce.

Cette session s'est poursuivie par un tour de table entre les différents représentants des structures des Nations qui ont participé à cette réunion de formation. Il s'agissait pour eux d'informer sur les différentes activités qu'ils mènent en Afrique de l'Ouest dans le domaine de la RRC et de l'action humanitaire. Ainsi les représentants de UNISDR, PNUD/BCPR, UNOCHA, PAM, FAO ont fait chacun un rapide survol de leurs principales activités.

Il a été recommandé de mettre en place un meilleur cadre de coordination des activités RRC dans la sous-région et que la Commission de la CEDEAO doit un rôle de leader dans ce domaine.

Session 2 : Méthodes et Outils pour l'Évaluation des Aléas

Une des fonctions de GRIP/PNUD en tant que plateforme est de créer des coalitions afin d'institutionnaliser l'évaluation de risques au niveau national. Les principales conclusions de l'exposé présenté par GRIP révèle que :

- Nous influençons la notion de risque en fonction de nos décisions
- La gestion du risque doit être continue et coordonnée
- La réduction des risques est un processus à long terme et ne peut pas se résoudre par des courts projets
- Réduire la vulnérabilité est la seule manière de réduire le risque

L'évaluation du risque est un processus en trois étapes avec d'une part la compréhension du risque qui se traduit par une évaluation, d'autre part la planification qui permet d'apporter une base pour la prise de décision et puis finalement l'action efficace qui correspond à la prévention des risques de catastrophes à intégrer dans un processus de développement stable.

Les conditions préalables pour mener à bien ces étapes sont :

- Améliorer l'information sur les risques
- Tirer les leçons du passé
- Créer une référence de base pour évaluer le risque
- Institutionnaliser les mécanismes pour en évaluer les progrès
- Constituer une capacité locale

Au niveau national, la séquence des actions doit s'articuler de la manière suivante:

- Etablissement d'observatoire de catastrophes
- Mesure du risque national
- Prise de décision basée sur les stratégies selon un processus de calibrage et validation des évaluations de risques et avec un jugement ces capacités nécessaires.

Ces conditions au niveau national permettent de mettre en place des normes d'évaluation de risques comparables.

Session 3 : Réduction des Risques de Catastrophe et Adaptation aux Changements Climatiques

Le changement climatique a un impact humanitaire. FICR a présenté les outils et stratégies mises en œuvre pour faire face aux défis humanitaires. FICR conclut avec les recommandations suivantes: le caractère imprévu des risques climatiques rendent nécessaires de nouveaux partenariats avec les gouvernements et les centres de référence dans la région qui aideront la fédération, les sociétés nationales, et d'autres acteurs humanitaires dans la réception des informations sur les risques liés au climat pour une action immédiate d'assistance aux communautés affectés et de réduction de risques à moyen et long terme.

La Gambie a présenté son programme de prévention de catastrophes et d'adaptation au changement climatique. Les principales questions organisationnelles et institutionnelles lors de la mise en place du système national de gestion des catastrophes ne doivent pas faire la distinction entre réduction des risques de catastrophe et adaptation aux changements climatiques. L'identification des risques que le changement climatique contribue à accélérer doit être faite afin que les stratégies soient mises en place de manière adaptée. A savoir, le changement climatique peut arriver à engendrer un niveau d'impact encore non expérimenté et pour cela il faut anticiper avec des stratégies déjà adaptées. Le Comité du Changement Climatique en Gambie dont la constitution n'a pas été officialisée joue un rôle technique. Dès lors il est plus judicieux d'intégrer au sein de la plateforme nationale les acteurs des changements climatiques.

Session 4 : Evaluation de la vulnérabilité et gestion des catastrophes

La session a porté sur l'analyse de risques, qu'elle soit au niveau macro économique (risque météorologique..) ou des ménages (biens et revenus).

A ce titre, la Section VAM (vulnérabilité, analyse et mapping) du PAM a exposé comment les enquêtes pour collecter des données au niveau des ménages. Ces données portent principalement sur la production agricole. Ces informations se révèlent utiles car elles définissent comment les ménages se comportent et comment apporter une assistance en cas de crise alimentaire :

- Evaluation en situation d'urgence telle qu'une inondation. Les chiffres de programmation permettent de déboucher sur des besoins d'assistance avec une estimation des besoins en vivre, approvisionnement de biens, etc.
- Suivi d'indicateurs afin de déclencher l'alerte précoce. Aujourd'hui en plus de la production agricole, les données de marché font l'objet d'une surveillance.

Toutes ces initiatives dépendent d'une collaboration dans la collecte de données. Actuellement, il y a un grand besoin de renforcer les capacités sur la collecte d'information et la mise en place de base de données pour en analyser la tendance.

Le GRIP/PNUD a présenté un modèle de cartographie en Amérique Latine qui permet d'identifier les risques au niveau d'un district. Les participants à l'atelier ont exprimé leurs soucis d'adaptabilité des technologies nécessaires pour développer un tel modèle en Afrique. Le défi est aussi celui de faire collaborer les institutions universitaires et scientifiques (météo) dans la collecte de données techniques, là où les ressources font défauts. Comment dériver un modèle similaire et arriver à un tel niveau de gestion ? Quel est le coût des déplacements des populations à la suite d'une analyse de risques de terrain ? Quels sont aussi les outils proposés pour le déplacement des populations ? Après plusieurs discussions, il en ressort que seul un effort collaboratif pourra contribuer au succès d'un tel modèle appliqué aux pays africains de la CEDA. Les outils peuvent être adaptés à plusieurs risques tels que les inondations ou la sécheresse. La préoccupation essentielle est d'arriver à changer le mode de travail des collaborateurs afin d'en mettre la mise en pratique assez rapidement.

Session 5 : Apport des données spatiales à la gestion des catastrophes

Le CSE a présenté des données spatiales. Le premier fut un état des lieux de la dynamique de l'occupation des sols et la source des inondations. Le second fut un projet d'identification du risque de feu de brousse afin d'évaluer les zones exposées pour que la direction de forêt gère en conséquence.

Le LERG a présenté des données satellitaires qui sont importantes pour la caractéristique des risques. Les données de haute résolution et basse résolution sont complémentaires. Elles existent, bien que certaines soient coûteuses, mais d'autres sont gratuites telles que landsat.usgs.gov qui fournit des données pour l'Afrique de l'ouest depuis 1972. L'interface permet de sélectionner différentes données et périodes. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un consortium GOF-C-GOLD. Une étude de cas dans la

zone de Dakar fut présentée avec une planification urbaine non optimale. Quand il y a inondation, il faut regarder comment l'espace est occupé car l'aménagement est en partie responsable des causes d'inondation avec saturation de la nappe phréatique.

UN SPIDER a expliqué comment l'alerte précoce et les images satellites permettent de gérer le renforcement de la gestion des catastrophes. Ainsi, le model numérique de terrain est basé sur l'intégration topographique et d'occupation des sols. Les résultats des cartographies peuvent aussi déterminer les écoulements des eaux afin de déterminer les zones autoroutières exposées (infrastructure tel que pont, barrage à mettre en place). Les images Meteo Sat peuvent aussi être intégrées dans le calcul de risques.

Les discussions après les présentations ont porté sur l'action et la nécessité de collaborer et d'avancer. Il faut un relais au niveau national pour que les techniciens et les décideurs assurent l'action nécessaire. Le gouvernement doit intégrer les scientifiques et leurs résultats dans leur processus de prise de décisions. Les exemples démontrés par GRIP prouvent que de modèles déjà expérimentés dans la monde peuvent être tout à fait adapté à l'Afrique.

V. Recommandations adoptées à l'issue de l'atelier sous-régional

L'objectif de développement des Membres de la CEDEAO est de contribuer au développement de la sous-région de la CEDEAO par la réduction de la vulnérabilité des communautés et ménages aux risques de catastrophe.

Objectif spécifique 1 : Faire de la réduction des risques de catastrophe une priorité de développement ayant une solide base institutionnelle.

Propositions du groupe :

- *Rôle de la CEDEAO et de ses comités interdépartementales et de la SIPC*
- *Collaboration avec/ entre EERT (CEDEAO) et NP/points focaux de la prévention, changement climatique et hydrologique ; météo, ministère de la planification et société civile; représentants de la planification (lien avec la BM)*
- *Plateforme sub-régionale*
- *UN agences (UNCT), donneur, société civile, communauté*
- *Etablissement et renforcement de la plateforme nationale (pluridisciplinaire)*

Objectif spécifique 2 : Améliorer le suivi, l'évaluation de l'identification des risques de catastrophe et de l'alerte précoce.

Propositions du groupe :

1. Identification et mobilisation de toute l'expertise africaine relevant :

- *centres scientifiques*
- *service opérationnel*
- *Universités et centre de recherche*
- *Centre scientifique régionaux (ACMAD, AGRHYMET OSS, RECTAS,*
- *Programmes et Réseaux scientifiques : AMMA, RIPIECSA, FRIEND AOC, ODINAFRICA, ICSU, etc.*
- *Centre de formation*

2. Financement

Mécanismes et programme de financement des Etats

- *Etats (budgets nationaux)*
- *Fonds d'adaptation aux CC*

- *DSRP*

Partenaires

- *Programmes du PNUD (niveau pays : (coordination et lerte précoce)*
- *Programmes PNUD, ISDR, BM/GFDRR pour RECs*
- *Programmes globaux PNUD (ressources financières, capacités techniques)*
- *Pays prioritaires Banque Mondiale/GFDRR*
- *UNDAF*
- *Track IGFDRR/ Banque Mondiale pour le support au RECs*

Objectif spécifique 3 : Faire usage des connaissances pour bâtir des sociétés plus résilientes, plus sécurisées et plus fortes

Proposition du groupe

- *Valoriser les connaissances traditionnelles*
- *Intégrer l'approche genre*

Objectif spécifique 4 : Réduire les risques sous-jacents

Proposition du Groupe

- *Intégration RRC et ACC (mise en œuvre avec NP, CAH, renforcer le dialogue entre experts RRC et CC, bonne estimation des couts)*
- *Systématiser la collaboration intersectorielle*
- *Impliquer la Société Civile*

Objectif spécifique 5 : Renforcement de l'état de préparation à une réponse efficace

Proposition du groupe

- *Investir dans la préparation et l'évaluation post catastrophe*
- *Collaboration entre PN et institutions humanitaires*
- *Sensibilisation et communication*
- *Groupe de préparation aux urgences en Afrique de l'Ouest (Priorisation des appuis financement CAP)*

Acteurs

OCHA, WFP, IFRC, UNICEF, FAO, etc.

VI. Proposition d'initiatives sous-régionales

1. la CEDEAO et l'ONU/SIPC

Conjointement avec l'ONU/SIPC et d'autres partenaires, la CEDEAO continuera à renforcer ses capacités institutionnelles et techniques sur la RRC, en particulier, à mettre en oeuvre le Cadre de Hyogo et la politique de la CEDEAO et son plan d'Action sur la RRC. Cet atelier a identifié quelques domaines de coopération entre les États membres de la CEDEAO dans le domaine de l'évaluation des risques, l'échange de données liées au climat et d'information des risques spécifiques. Aussi, les États membres de la CEDEAO ont exprimé des besoins de formation dans le domaine de la RRC afin de renforcer leurs capacités nationales. Dans ce contexte, l'évaluation de la capacité des institutions de formation existantes et des institutions spécialisées qui pourraient fournir une formation spécialisée sur

la RRC et CC serait également réalisée en 2010 afin de planifier les activités de formation adaptée à la région de la CEDEAO dans les années à venir.

2. La Banque mondiale - Etude régionale sur l'impact régional des inondations transnationales et les mécanismes de préparation

12 pays de la CEDEAO ont connu des inondations en 2009. Les partenaires et délégués doivent identifier les principales causes, effets et impacts des inondation, qu'est ce qui a été fait déjà, que faire en plus, comment une étude peut aider et contribuer à renforcer les efforts et qui devrait participer et prendre la commande pour mener à bien cette étude. Les termes de références d'une telle étude à échelle de l'Afrique de l'Ouest seront rédigés par la Banque Mondiale en étroite collaboration avec la CEDEAO. Ils seront soumis aux pays concernés pour leur approbation. Les résultats de cet atelier régional pourrait aussi contribuer au renforcement des échanges de données climatiques au niveau de la sous-région.

3. Proposition de GRIP pour un programme :

- 16 pays à couvrir dans la région
- Coordonné par la CEDEAO
- Durée de six mois (projet pilote à mettre en œuvre)
- Résultat : profils de risques nationaux accessibles en ligne
- Début d'observatoires nationaux dans 3 à 5 pays pilotes sélectionnés en Afrique de l'Ouest en collaboration avec UN-habitat pour appliquer une évaluation des risques au niveau de l'urbanisation
- Impliquer tous les pays dans le processus de:
 - Développement de capacité
 - Echange d'expériences
 - Préparation de l'initiative régionale
- Début de développement de bases de données régionales sur le risque

Les ressources déjà existantes doivent être utilisées. Les pays pilot proposés peuvent être différents que celui du projet de la banque mondiale. La première tape est la mise en place un observatoire national et la mise en œuvre des projets pilotes qui permettent la réplcation au niveau régional. Le défi est la collaboration institutionnelle autour des points communs avec un engagement collectif. Il est de la responsabilité de chaque état membre de sensibiliser les ministres pour l'importance d'un tel programme pilote.

Annexes

Liste des Participants				
Atelier sous-régional sur l'évaluation des risques de catastrophes en Afrique de l'Ouest, 25-27 Novembre 2009				
No.	Points Focaux	Contacts	Titre et Organisation	Pays
1	Mr. Alfred Sohou	dppcmisd@yahoo.fr	Directeur de la Prevention, Ministere de l'Interieur de la Securite et de la Decentralisation	Benin
2	Lt. Col. Alberto Carlos Barbosa Fernandes	acbfernandes@hotmail.com	President du Service Nationale de la Protection Civile	Cape Verde
3	Prof. Abe Delfin Ochou	ochoud@yahoo.com	Directeur Generale de l'Environnement	Cote d'Ivoire
4	Mr. Essa Khan	khanessa2000@yahoo.com	Executive Director, National Disaster Management Agency	The Gambia
5	Mr. Koffi Portuphy	nadmo@live.com, kofiportuphy@yahoo.com	National Coordinator, Nat. Disaster Mgt. Org. (NADMO)	Ghana
6	Prof. Djibril Camara	kanidjibrila@hotmail.com	Deputy Director, Nat. Service for Disaster Mgt & Environ. Emergencies	Guinea
7	Namory Diakite	nbembodiallo@yahoo.fr	Meteorological Services	Guinea
8	Christopher Toe	cordin05@yahoo.com	National Disaster Relief Commission	Liberia
9	Mr. Diawoye Konte	diawoye.konte@gmail.com	DG, Min. of Interior and Public Security	Mali
10	Mme Mariama Ousseini	ousseinimariama@yahoo.fr	Chef Unite Suivi et Point Focal RRC	Niger
11	Mr. Sidate Diouf	dpcsen@hotmail.com	Directeur de la Protection Civile	Senegal
12	Cap. Amadou Fall Canar Diop	afcadiop3@yahoo.fr	Chef de la Div., Direction de la Protection Civile	Senegal
13	Mr. John Rogers	johnvandyrogers@yahoo.com	Disaster Mgt. Depart.	Sierra Leone
14	Ms. Diana Boakye	diana.boakye@rocketmail.com	National Disaster Management Organisation (NADMO)	Ghana
15	Mr. Ebenezer Dosoo	ebendosoo@yahoo.com	National Disaster Management Organisation (NADMO)	Ghana
16	Mr. Koffi Hounkpe	yhounkpe_20@yahoo.fr, dcnc.tg@undp.org	National ISDR Focal Point	Togo
	ECOWAS/ UEMOA	Contact	Titre et Organisation	Pays
17	Dr. Daniel Eklu	daneclu@yahoo.fr	Director, DHSA, ECOWAS	Nigeria
18	Mr. Mouhamed Ibrahim	hammedibrahim@yahoo.com	ECOWAS	Nigeria
19	M. Hervé Marcel Ouedraogo	houedraogo@uemoa.int	Chargé des Ressources en Eau, UEMOA	Burkina Faso

	Institutions sous régionales	Contacts	Titre et Organisation	Pays
20	Mr. Lazreg Benaichata	l_benaichata@acmad.org	ACMAD	Niger
21	Ms. Aissa Toure Sarr	aissa.toure@oss.org.tn	Research and Development OSS	Tunisia
22	Dr. Cheikh Mbow	cheikh_penda@yahoo.fr	Prof. Univ. of Dakar	Senegal
23	Pr. Amadou Tahirou Diaw	tahirou_diaw@yahoo.fr	Prof. Univ. of Dakar	Senegal
24	Dr Awa Niang Fall	n_awa@hotmail.com	Depart.of Geography, Univ. Of Dakar	Senegal
25	Mr. Malick Diagne	malick.diagne@cse.sn	(Dear Aliou, Please complement)	Senegal
26	Mr Soumah Momodou	soumah@rectas.org	Senior Lecturer at RECTAS	Nigeria
27	Mr Olatunji S. Aboyeji	aboyeji@rectas.org	Lecturer at RECTAS	Nigeria
28	Mr. Mamina Kamara	maminakamara@yahoo.fr	ANAMS	Senegal
29	Mr. Maboury Diouf	maboury.diouf@ifrc.org, mabourydiouf@yahoo.fr	Disaster Risk Reduction Officer, IFRC	Senegal
No.	Agences des NU	Contacts	Titre et organisation	Pays
30	Mr. Hervé Ludovic de Lys	delys1@un.org	OCHA	Senegal
31	Mr. Ibrahima Barry	barry@un.org	OCHA	Senegal
32	Mr Abdoul Wahab Ba	abdoul.wahab.ba@undp.org	Governance Team Leader, UNDP Senegal	Senegal
33	Mr Eric Moukoro	ericmoukoro@yahoo.fr	UNHABITAT	Senegal
34	Mr Samba BA	sambaraby@yahoo.fr	UNHABITAT	Senegal
35	Mr. Morrison Chelleh	morrison.chelleh@undp.org	UNDP Liberia	Liberia
36	Mr Carlos Villacis	carlos.villacis@undp.org	UNDP/GRIP	Switzerland
37	Mr Mohammed Abchir	mohamed.abchir@undp.org	UNDP/BCPR	Switzerland
38	Mr Alioune Ndiaye	andiaye@wmo.int	WMO	Switzerland
39	Mr Williams Affif	william.affif@wfp.org	WFP	Senegal
40	Mr. Jose Luis Fernandez	JoseLuis.Fernandez@fao.org	Emergency Coordinator, FAO	Senegal
41	Ms. Chiara Mellucci	chiara.mellucci@fao.org	FAO	Senegal
42	Mr Tenou Yawo Jonky	jonky.tenou@undp.org	Chargé de Programme Environnement et Pauvreté, UNDP Togo	Togo
43	Mr Julien Comlan Agbessi	julien.agbessi@undp.org	Chargé de Coordination Humanitaire, OCHA Togo Office	Togo

	BM/GFDRR	Contacts	Titre et Organisation	Pays
44	Ms. Isabelle Forge	iforge@worldbank.org	Senior DRM Specialist, World Bank/GFDRR	Belgium
45	Mr. Denis J. Jean-Jacques	djordy@worldbank.org	World Bank Senegal Office	Senegal
	UNISDR secretariat	Contact	Titre et Organisation	Pays
46	Dr Pedro Basabe	basabe@un.org	Senior Officer in Charge, UNISDR	Switzerland
47	Ms Yoko Hagiwara	yoko.hagiwara@unep.org	Programme Officer, UNISDR Africa	Kenya
48	Ms Anne Ogoti	anne.ogoti@unep.org	Admin Assistant; UNISDR Africa	Kenya
49	Ms Aurelia Blin	blin@un.org	Programme Officer, UNISDR Geneva	Switzerland
50	Mr Aliou M. Dia	alioudia2000@yahoo.fr	DRR Advisor to ECOWAS, UNISDR Africa	Nigeria
	Media	Contact	Position	Pays
	Media			Senegal



**ATELIER SOUS REGIONAL SUR L'IDENTIFICATION DES
RISQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST
25-27 NOVEMBRE 2009
DAKAR, SENEGAL**

PROGRAMME

Jour 1 - Mercredi 25 Novembre 2009

08.30 – 09.00 Inscription des participants

09.00 – 10.00 Cérémonie d'Ouverture

- Mots de Bienvenue, par *Dr Daniel EKLU, Directeur du Département des Affaires Humanitaires et Sociales, Commission de la CEDEAO*
- Discours du Représentant Résident des Nations Unies au Sénégal par *M. Abdoul Wahab Ba*
- Mots de Bienvenue du *Dr Pedro BASABE, Chef du Bureau Régional ONU/SIPC pour l'Afrique Sub-Saharienne, Nairobi, Kenya*
- Discours de *Mme Isabelle FORGE, Représentant Banque Mondiale /GFDRR*
- Ouverture Officielle par *M. Sidate Diouf, Directeur de la Protection Civile du Sénégal.*
- Photo de famille.

10.00 – 10.15 Pause Café

10.15 – 10.30 Présentation de l'atelier : objectifs et résultats attendus, par *M. Muhammad Ibrahim, Commission de la CEDEAO.*

Session 1: La réduction des risques de catastrophes en Afrique de l'Ouest

Facilitateur: Dr. Pedro Basabe, a.i. ONU/SIPC Afrique

Rapporteur: Prof. Abbe Delfin Ochou, Côte d'Ivoire

10.30 – 10.45: La Politique de la CEDEAO sur la RRC et son plan d'action
par *Mr. Mohammed Ibrahim, Commission CEDEAO.*

10.45 – 11.15: Statut de la RRC en Afrique de l'Ouest: expériences des institutions spécialisées:
- *ACMAD, par Mr Lazreg Benaichata,*
- *OSS, par Mme Aisa Sarr Touré,*

11.15 – 11.30 Discussions

11.30 12.30 Discussion en plénière : *Lessons apprises et les défis de la RRC en Afrique de l'Ouest. Panelistes: Pedro Basabe (UNISDR), Mohammed Abchir (UNDP/BCPR), Herve Ludovic Delys (UNOCHA), Erik Moukoro (UNHABITAT), William Affif (WFP), Mr. Jose Luis Fernandez (FAO), Alioune Ndiaye (WMO),*

12.30 – 13.00 Discussions



The World Bank

13.00 – 14.00 Déjeuner

Session 2: Méthodes et Outils pour l'évaluation des aléas

Facilitateur: M. Ibrahima Barry, OCHA Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest

Rapporteur: Essa Khan, Directeur Exécutif NDMA, Gambie

14.00-14:40: Concepts fondamentaux d'évaluation des risques. Les produits et services GRIP pour les pays. Exemples d'application.
par Dr. Carlos Villacis, UNDP/GRIP

14.40 – 15.00 : Discussions

15.00 – 15.40: Leçons apprises sur collection, l'analyse et l'interprétation des informations relatives aux catastrophes naturelles.
par Dr. Carlos Villacis, UNDP/GRIP

15.40 – 16.00 Discussions

16.00 – 16.15 Pause Café

Session 3: RRC et Adaptation aux changements climatiques

Facilitateurs: M. Maboury Diouf, FICR

Rapporteur: Koffi Portuphy, Ghana

16.15 – 16.30: Pourquoi faut-il intégrer la RRC et l'adaptation aux changements climatiques?, *par Youcef Aitchelouche, FICR*

16.30 – 16.45: Intégration de la RRC et ACC: exemple du programme national de la Gambie,
par Essa Khan, Directeur Exécutif de NDMA, Gambie

16.45 – 17.00: Discussions

17.00 – 18.00: Discussion en Plénière: Qu'est ce qu'il faut aux pays membres de la CEDEAO pour mieux conduire des activités d'identification et d'évaluation des risques?

Facilitateur: Muhammad Ibrahim, Commission CEDEAO

Rapporteur: Aliou M. DIA, UNISDR DRR Advisor

Jour 2 - Jeudi 26 November 2009

Session 4: Evaluation de la vulnérabilité et gestion des risques de catastrophes

Facilitateur: Dr Alioune Ndiaye, OMM

Rapporteur: M. Koffi Hounkpe, Togo

8.30 – 9.15 : Méthodes d'évaluation de la vulnérabilité
par FICR , ONU/SIPC

9.15 – 9.30 : Discussions

9.30 - 10.10 : Prise de décision et réduction des risques de catastrophes – priorisation, analyses et des coûts, intégration de la RRC dans les programmes de développement et apport à l'action humanitaire
par Carlos Villacis, UNDP/GRIP

10.10 – 10.45 Discussions

10.45 – 10.00 Pause Café

Session 5: Apport des données géo-spatiales à la gestion des catastrophes *Facilitateur : Prof Amadou Tahirou Diaw, LERG, Université Cheikh Anta Diop, Dakar*
Rapporteur : M. Diawoye Konté, Mali

11.00 – 11.15: Apport des données géo-spatiale à la cartographie des risques naturels
par *M. Malick Diagne, Centre de Suivi Ecologique (CSE), Dakar, Senegal*

11.15 – 11.30: Cartographie des aléas et de la vulnérabilité à partir des images satellitaires et des Systèmes d'information Géographiques: exemples d'application.
par *Dr Cheikh Mbow, Laboratoire d'Enseignement et Recherche en Géomatique (LERG), Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal*

11.30 – 11.45: Présentation du Programme UNSPIDER et de la Charte Internationale Espace et Catastrophes Majeures.
par *RECTAS/UNOOSA*

11.45 – 12.00: Discussions

Session 6: Groupe de Travail

Facilitateur: UNDP/BCPR, IFRC, ECOWAS, UNISDR
Rapporteur: Prof. Djibril Camara, Guinée

12.00 – 13.00: Group 1: Valoriser les outils et méthodes d'évaluation des risques existantes dans le contexte des besoins et priorités de la sous region.

Group 2: Renforcer la collaboration dans le domaine de l'évaluation des risques transfrontaliers en Afrique de l'Ouest ? Besoins, defies et opportunités.

13.00 – 14.00 Déjeuner

14.00 – 15.00 Présentation des groupes de travail et discussions

Session 7: Introduction à l'évaluation des besoins post catastrophe

Facilitators: Mme Isabelle Forge, World Bank/GFDRR
Dr Mouhamed Abchir, PNUD/BCPR
Rapporteur: Dr Awa Niang Fall, Dep. De Geographie, Université de Dakar

15.00 – 15.30: Role des organisations internationales sur l'évaluation des besoins post-catastrophe : exemple du Burkina Faso
par *Dr Mouhamed Abchir, PNUD/BCPR*

15.30 – 16.20 Résultats de l'étude d'évaluation des besoins post-catastrophe au Sénégal, par *Cap Amadou Diop, Direction de la protection Civile*

16.20 – 16.45 Discussion

16.45 – 17.00 Pause Café

17.00 – 17.20: Proposition d'une etude sous-régional sur l'impact des inondation de 2009 et d'un mécanisme de preparation trans-national.
Mme Isabelle Forge, Banque Mondiale (GFDRR)

17.20 – 17.30: Evaluation et coordination sous-régional : exemples des organismes de bassin fluviaux, par OMVS

17.30 – 17.45: Discussion

17.45 – 18.00 Conclusions et étapes suivantes

Jour 3 - Vendredi 27 Novembre 2009

Session 8: Protocoles d'échange de données climate entre les pays member de la CEDEAO

*Facilitateur: Prof Delfin Ochou, Cote d'Ivoire
Mr. Alioune Ndiaye, WMO
Muhammed Ibrahim, ECOWAS
Rapporteur: Namori Diakité, Guinée*

9.00 – 10.45: Discussion en plénière sur l'utilité d'un protocole d'échange de données climatiques entre les pays membres de la CEDEAO

10.45 – 11.00 Pause Café

Cérémonie de cloture

11.00 – 12.30: Remise de diplome et cérémonie de fermeture
*By Dr. Daniel Eklou, Directeur Département Humanitaire et Affaires Sociales,
Commission de la CEDEAO*

13.00 – 14.30 Déjeuner

Réunions parallèles

15.00 – 17.00: Réunion réduite CEDEAO/UNISDR/BM/